

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/WGTCP/1

28 novembre 1997

(97-5284)

Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence

RAPPORT (1997) AU CONSEIL GENERAL

1. Le Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence a été établi par une décision prise à la Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue en décembre 1996. Le paragraphe 20 de la Déclaration ministérielle prévoit que le Conseil général suivra les travaux du Groupe de travail.

2. Après que le Conseil général eut approuvé, à sa réunion du 24 avril 1997, la désignation de M. le Professeur Frédéric Jenny (France) à la présidence du Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence¹, le Groupe de travail a tenu des réunions formelles les 7 et 8 juillet, 16 et 17 septembre et 27 et 28 novembre 1997. Les dates de ces réunions ont été fixées compte tenu de l'instruction donnée au paragraphe 22 de la Déclaration ministérielle de Singapour, selon laquelle il fallait veiller soigneusement à coordonner les réunions avec celles des organes compétents de la CNUCED. Les rapports des deux premières réunions ont été distribués sous les cotes WT/WGTCP/M/1 et 2. Un rapport sur la troisième réunion sera distribué prochainement sous la cote WT/WGTCP/M/3.

3. A la réunion des 7 et 8 juillet, les Membres ont fait des déclarations générales sur la nature des travaux à accomplir dans le cadre du mandat énoncé dans la Déclaration ministérielle de Singapour et ont identifié des questions spécifiques que le Groupe de travail devrait examiner. Des communications écrites ont été présentées par la Communauté européenne et ses Etats membres, la Suisse, le Pérou, le Japon, la République de Corée, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, l'Egypte, le Pakistan, la Norvège, le Mexique, le Venezuela, Hong Kong Chine, le Nigéria, les Philippines au nom des pays de l'ANASE Membres de l'OMC, la Nouvelle-Zélande, la Pologne et l'Inde (WT/WGTCP/W/1-10, 12-16, 19-20 et 23-24, respectivement). Les représentants de la CNUCED, de l'OCDE, de la Banque mondiale et des économies membres de l'APEC ont fait des déclarations sur leurs activités présentant un intérêt pour le Groupe de travail (documents WT/WGTCP/W/17-18 et 21-22, respectivement). Le Groupe de travail a également examiné les dispositions des Accords de l'OMC relatives à la concurrence, sur la base d'une note informelle élaborée par le Secrétariat (document n° 3347). Le Groupe de travail a pris acte de cette note, en relevant qu'elle ne préjugait pas des travaux du Groupe. Le Groupe de travail a noté que le FMI et la Banque mondiale avaient le statut d'observateur auprès du Groupe de travail conformément aux accords de coopération conclus entre l'OMC et ces organisations et est convenu d'inviter la CNUCED à assister à ses futures réunions. Le Groupe de travail est convenu également d'accorder le statut d'observateur à l'OCDE, étant entendu qu'il y aurait réciprocité pour les débats, les documents et d'autres aspects liés au statut d'observateur. Le Groupe de travail a pris note d'une Liste récapitulative des questions à examiner que le Président avait établie en tenant compte des suggestions formulées par les délégations, pour servir de base à l'organisation des travaux futurs du Groupe; cette liste est reproduite à l'annexe 1 du présent rapport. Le Groupe de travail a arrêté un programme de travail pour ses réunions de l'automne 1997 et de la première moitié de 1998, qui figure à l'annexe 2 du présent rapport.

¹Voir le document WT/L/215.

4. A sa réunion des 16 et 17 septembre, le Groupe de travail a commencé son examen de fond concernant les deux premiers domaines indiqués dans la Liste récapitulative des questions à examiner: I) rapport entre les objectifs, les principes, les concepts, la portée et les instruments du commerce et de la politique de la concurrence, et leur rapport avec le développement et la croissance économique; et II) inventaire et analyse des instruments, normes et activités actuels concernant le commerce et la politique de la concurrence, en particulier du point de vue des enseignements tirés de leur application, en abordant tour à tour chacun des trois éléments de cette question, à savoir les politiques, lois et instruments nationaux concernant la concurrence, du point de vue de leur rapport avec le commerce, les dispositions actuelles de l'OMC, et les accords et initiatives bilatéraux, régionaux, plurilatéraux et multilatéraux. Hong Kong Chine, la Hongrie, Singapour, la Suisse, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Japon, les Philippines au nom des pays de l'ANASE Membres de l'OMC, la Communauté européenne et ses Etats membres, les Etats-Unis, le Pérou, la République de Corée (deux communications), la Roumanie, l'Australie, la Turquie, le Pakistan, le Canada et le Maroc ont présenté des communications écrites sur l'un de ces domaines ou sur les deux (WT/WGTCP/W/26-43 et 56). Le Groupe de travail a procédé à un nouvel examen de la note informelle du Secrétariat sur les dispositions des Accords de l'OMC relatives à la concurrence, notant que ce document ne limitait d'aucune manière la portée des questions qu'il était appelé à examiner et n'excluait de cet examen aucune disposition de l'OMC. En réponse à une demande, le Groupe est convenu d'inviter le SELA à assister à sa prochaine réunion, en qualité d'observateur, sur une base *ad hoc*.

5. A sa réunion des 27 et 28 novembre, le Groupe de travail a poursuivi ses travaux sur les points I et II de la Liste récapitulative. Il a divisé son examen du point I en deux volets: rapport entre les objectifs, les principes, la portée et les instruments du commerce et de la politique de la concurrence; et rapport du commerce et de la politique de la concurrence avec le développement et la croissance économique. Comme à la réunion précédente, le Groupe a examiné le point II en abordant tour à tour chacun des trois éléments de la question. Des communications écrites ont été reçues de la Colombie, de la Communauté européenne et de ses Etats membres, du Kenya, de la Nouvelle-Zélande, des Etats-Unis, de Hong Kong Chine (deux communications), du Canada (deux communications), du Japon, du Mexique, de l'Argentine (WT/WGTCP/W/44-48, 50-55 et 57), de la Turquie et du Brésil (notes informelles). S'agissant de la relation entre la politique de la concurrence, le commerce international et le développement, le Groupe de travail a été informé d'un colloque sur la question, organisé conjointement par les Secrétariats de l'OMC, de la CNUCED et de la Banque mondiale, qui aurait lieu le 29 novembre 1997. Le Groupe de travail est convenu d'inviter de nouveau le SELA à assister à sa prochaine réunion, en qualité d'observateur, sur une base *ad hoc* et est convenu de revenir à sa prochaine réunion sur la demande de statut d'observateur présentée par l'Organisation de la Conférence islamique. En ce qui concerne l'organisation de ses travaux futurs, le Groupe de travail est convenu de se réunir aux dates suivantes en 1998: 11-13 mars, 27-28 juillet, 23-25 septembre et 17-19 novembre. Aux trois premières de ces réunions, le Groupe examinera les divers éléments du point III, définis dans le programme de travail figurant à l'annexe 2. Il a été entendu que le Groupe procéderait avec le degré de flexibilité nécessaire pour que tous les éléments du point III de la Liste récapitulative soient examinés comme il convient. Le Groupe s'occupera aussi, à sa première réunion de 1998, de certaines questions non réglées à l'issue de la réunion de novembre 1997. Il a été entendu qu'aux troisième et quatrième réunions, la possibilité serait donnée de revoir tout élément du programme de travail sur lequel des Membres estimeraient que de nouveaux travaux seraient nécessaires et que l'on procéderait également à un examen général des travaux du Groupe en vue de l'élaboration et de l'adoption du rapport du Groupe.

ANNEXE 1

LISTE RECAPITULATIVE DES QUESTIONS A EXAMINER

Note informelle du Président

Révision

Il a été largement reconnu que le programme de travail du Groupe devrait être ouvert, exempt d'*a priori* et adaptable en fonction de l'avancement des travaux. Il a aussi été souligné que tous les éléments devraient faire ressortir la dimension développement. Il conviendrait d'accorder une attention particulière à la situation des pays les moins avancés. Dans l'exécution de son programme de travail, le Groupe devrait s'inspirer des travaux d'autres organes de l'OMC s'occupant de mesures commerciales spécifiques ainsi que des travaux en cours à la CNUCED et dans d'autres organisations, et éviter de faire inutilement double emploi avec eux.

- I. Rapport entre les objectifs, les principes, les concepts, la portée et les instruments du commerce et de la politique de la concurrence.

Leur rapport avec le développement et la croissance économique.

- II. Inventaire et analyse des instruments, normes et activités actuels concernant le commerce et la politique de la concurrence, en particulier du point de vue des enseignements tirés de leur application:

- politiques, lois et instruments nationaux concernant la concurrence, du point de vue de leur rapport avec le commerce;
- dispositions actuelles de l'OMC;
- accords et initiatives bilatéraux, régionaux, plurilatéraux et multilatéraux.

- III. Interaction entre le commerce et la politique de la concurrence:

- incidence des pratiques anticoncurrentielles des entreprises et associations sur le commerce international;
- incidence des monopoles d'Etat, des droits d'exclusivité et des politiques de réglementation sur la concurrence et le commerce international;
- rapport entre les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et la politique de la concurrence;
- rapport entre l'investissement et la politique de la concurrence;
- incidence de la politique commerciale sur la concurrence.

- IV. Identification de tous les domaines qui pourraient mériter d'être examinés plus avant dans le cadre de l'OMC.

ANNEXE 2

Programme de travail des réunions prévues à l'automne 1997 et pendant la première moitié de 1998

Le programme de travail indicatif suivant indique les questions recensées dans la Liste récapitulative du Président sur lesquelles le Groupe se concentrera particulièrement à chacune des réunions prévues à l'automne 1997 et au cours de la première moitié de 1998.

<u>16-17 septembre 1997</u>	Points I et II
<u>27-28 novembre 1997</u>	Poursuite de l'examen des points I et II
<u>Première réunion de 1998</u>	Point III: <ul style="list-style-type: none">- Débat général.- Premier alinéa (incidence des pratiques anticoncurrentielles des entreprises et associations sur le commerce international).
<u>Deuxième réunion de 1998</u>	Point III: <ul style="list-style-type: none">- Deuxième alinéa (incidence des monopoles d'Etat, des droits d'exclusivité et des politiques de réglementation sur la concurrence et le commerce international).- Cinquième alinéa (incidence de la politique commerciale sur la concurrence).
<u>Troisième réunion de 1998</u>	Point III: <ul style="list-style-type: none">- Troisième alinéa (rapport entre les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et la politique de la concurrence).- Quatrième alinéa (rapport entre l'investissement et la politique de la concurrence).